

Royaume du Maroc



Direction de la Politique
Economique Générale

Mme Saida Samari



Document de travail n° 103

Août 2004

Constituant une sélection mensuelle des travaux menés par les cadres de la Direction de la Politique Economique Générale, les documents de travail engagent cependant la responsabilité des auteurs les ayant initiés. Ils sont diffusés par la Direction pour approfondir le débat sur les sujets en question et susciter des observations.

Résumé

Pour apprécier le degré d'activisme budgétaire des Etats, on peut examiner dans quelle mesure ceux-ci laissent jouer les stabilisateurs automatiques qui conduisent à un creusement du déficit en période de récession et à une amélioration en période d'expansion.

L'activisme budgétaire est mesuré par l'ampleur de la réaction de la politique budgétaire aux variations de l'activité économique (cycles économiques). Il s'agit d'examiner dans quelle mesure la politique budgétaire exerce une influence stabilisatrice ou déstabilisatrice sur l'activité économique.

L'étude procède en premier lieu à la mesure du degré d'activisme budgétaire d'un échantillon constitué de vingt pays de l'OCDE^(*) sur la période 1960-2003. La deuxième partie est consacrée à l'évaluation de l'asymétrie de la politique budgétaire c'est-à-dire une réaction plus forte de celle-ci en phase de basse conjoncture comparativement à la période de reprise. Ces calculs ont été effectués également pour le Maroc. Aussi, il a été procédé à la comparaison des résultats du Maroc avec ceux des pays de l'échantillon.

1. La Mesure du degré d'activisme budgétaire

L'étude effectuée sur le degré d'activisme budgétaire c'est-à-dire l'intensité de la réponse de la politique budgétaire au cycle économique, permet de tirer les conclusions suivantes :

- Le degré d'activisme budgétaire diffère beaucoup d'un pays à l'autre. Il est par exemple important aux Etats-Unis, modéré en France et faible au Portugal. En ce qui concerne le Maroc, l'évaluation des différents indicateurs d'activisme budgétaire le classe dans la catégorie des pays qui ont un faible activisme budgétaire sur la période 1980-2003.
- Examiné par période, l'activisme budgétaire a connu une amélioration notable. En effet, une évaluation directe des effets des variations de l'activité économique a permis de montrer que la sensibilité du solde budgétaire à la conjoncture économique a été de l'ordre de 0,4 sur la période récente 1996-2003 contre 0,1 sur la décennie 80.
- L'effet du degré d'activisme sur la performance économique se révèle être faible car un degré d'activisme budgétaire ne réduit que peu la variabilité de la croissance, de l'inflation, du chômage ou du taux d'intérêt.

Le Maroc peut être classé dans la catégorie des pays qui ont un faible activisme budgétaire à côté du Portugal, de l'Irlande, de la Nouvelle-Zélande et de la Suisse. Cette situation, équivalente à la faiblesse de la composante conjoncturelle du déficit budgétaire, trouve son origine dans l'importance des exonérations, le poids relativement élevé du secteur informel dans le PIB ainsi que la faiblesse des marges de manœuvre en matière de réduction des dépenses.

^(*) les Etats Unis, l'Australie, le Canada, le Danemark, la Finlande, les Pays Bas, la Norvège , la Suède, le Japon, l'Allemagne, la France, l'Italie, la Grande Bretagne, l'Espagne, l'Autriche, la Belgique, l'Irlande, la nouvelle Zélande, le Portugal et la Suisse.

Toutefois, examiné par période, l'activisme budgétaire a connu une avancée notable en rapport avec la réforme fiscale qui s'est traduite par une amélioration du rendement de la fiscalité suite à l'élargissement de la base imposable. En effet, une évaluation directe des effets des variations de l'activité économique a permis de montrer que la sensibilité du solde budgétaire à la conjoncture économique a été de l'ordre de 0,2 au cours de la période 1990-2003 contre 0,1 entre 1980 et 1990. Elle s'est même située à 0,4 sur la période récente 1996-2003. Il en résulte qu'une hausse de la croissance de 1% se traduirait par une amélioration du solde budgétaire de 0,4% du PIB. Quand le secteur agricole n'est pas pris en considération dans les calculs, cette sensibilité est réduite de moitié en raison de l'élimination des fluctuations conjoncturelles résultant des aléas climatiques.

2. L'asymétrie de la politique budgétaire

L'asymétrie de la politique budgétaire signifie une réaction plus forte de celle-ci en phase de basse conjoncture comparativement à la période de reprise.

- Sur la période 1960-2003, l'asymétrie de la politique budgétaire est observée pour cinq des vingt pays de l'échantillon qui sont : les Etats unis, la Grande Bretagne, le Danemark, la Finlande et la Suède.
- Sur la période 1980-2003, l'asymétrie de la politique budgétaire est observée seulement pour trois pays sur vingt qui sont : les Etats unis, le Danemark et les Pays-Bas.
- Ces résultats montrent que l'asymétrie de la politique budgétaire est un phénomène assez rare. Ceci est normal en présence de règles de retour à l'équilibre budgétaire dans les périodes d'expansion.

L'application du test de l'asymétrie de la politique budgétaire pour le cas du Maroc a montré que cette condition est vérifiée, c'est à dire que la réaction de la politique budgétaire dans la période de récession est plus forte qu'en période de reprise. Cette asymétrie de la politique budgétaire se justifie par l'intervention de l'Etat en période de basse conjoncture notamment à travers la mise en place de programmes de lutte contre les effets de la sécheresse, alors qu'en période de conjoncture favorable, l'Etat laisse, généralement, jouer les stabilisateurs automatiques.

Introduction

Pour apprécier le degré d'activisme budgétaire des Etats, on peut examiner dans quelle mesure ceux-ci laissent jouer les stabilisateurs automatiques qui conduisent à un creusement du déficit en période de récession et à une amélioration en période d'expansion.

L'activisme budgétaire est mesuré par l'ampleur de la réaction de la politique budgétaire aux variations de l'activité économique (cycles économiques). Il s'agit d'examiner dans quelle mesure la politique budgétaire exerce une influence stabilisatrice ou déstabilisatrice sur l'activité économique.

L'étude procède en premier lieu à la mesure du degré d'activisme budgétaire d'un échantillon constitué de vingt pays de l'OCDE^(*) sur la période 1960-2003. La deuxième partie est consacrée à l'évaluation de l'asymétrie de la politique budgétaire c'est-à-dire une réaction plus forte de celle-ci en phase de basse conjoncture comparativement à la période de reprise. La mesure de l'effet du degré d'activisme budgétaire sur la performance économique (croissance économique, taux de chômage, taux d'intérêt et la dette) a fait l'objet de la dernière partie du document.

Les calculs ont été effectués également pour le Maroc. Aussi, il a été procédé à la comparaison des résultats du Maroc avec ceux des pays de l'échantillon.

L'originalité de cette étude réside dans la démarche consistant à tirer des résultats généraux en fonction de plusieurs économies de l'OCDE.

1. La Mesure du degré d'activisme budgétaire

Pour apprécier le degré d'activisme budgétaire de chaque pays, l'étude propose quatre mesures possibles. Il s'agit des coefficients de régression des variations absolues du solde public et du solde primaire en % du PIB sur le taux de croissance de l'activité économique (A1 et A2) et ceux du solde public et du solde primaire en % du PIB sur l'output gap (A3 et A4).

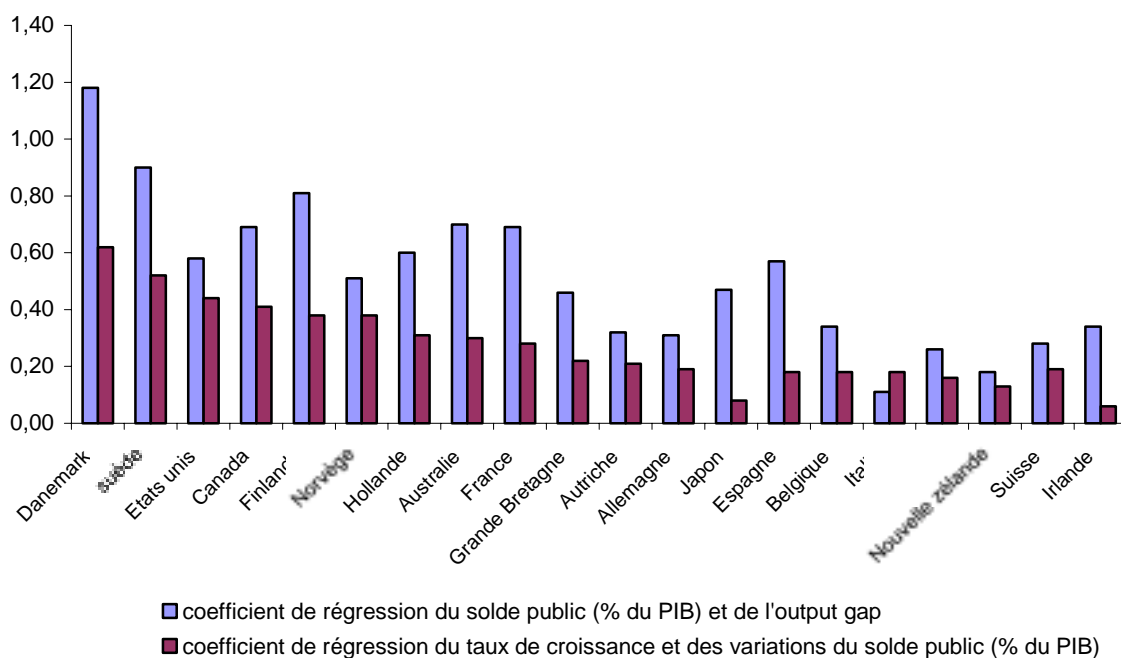
L'examen des résultats a montré que le degré d'activisme budgétaire diffère d'un pays à l'autre. Ainsi, le calcul de ces "coefficients de régression" sur la période 1960-2003 a permis de tirer les constatations suivantes :

- Les pays qui vérifient un activisme budgétaire important, c'est à dire dont les quatre mesures mettent en évidence de fortes corrélations entre les variations du solde public et la croissance du PIB d'une part et du solde public et l'output gap de l'autre, sont les Etats Unis, l'Australie, le Canada, le Danemark, la Finlande, les Pays Bas, la Norvège et la Suède.

^(*)les Etats Unis, l'Australie, le Canada, le Danemark, la Finlande, les Pays Bas, la Norvège , la Suède, le Japon, l'Allemagne, la France, l'Italie, la Grande Bretagne, l'Espagne, l'Autriche, la Belgique, l'Irlande, la nouvelle Zélande, le Portugal et la Suisse.

- Les pays qui ont un activisme budgétaire modéré, c'est à dire ceux qui présentent une ou deux corrélations importantes sur les quatre mesures proposées, sont le Japon, l'Allemagne, la France, l'Italie, la Grande Bretagne, l'Espagne, l'Autriche et la Belgique.
- Les pays dont l'activisme budgétaire est faible c'est à dire dont les corrélations sont jugées trop faibles (corrélation inférieure à 0,3) sont l'Irlande, la nouvelle Zélande, le Portugal et la Suisse.

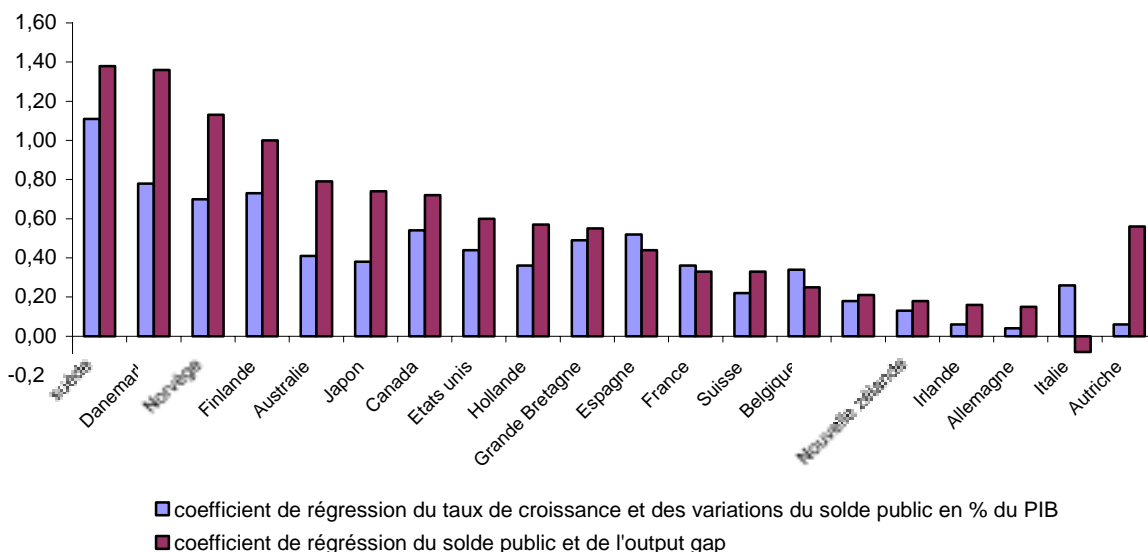
Représentation graphique des deux mesures de l'activisme budgétaire pour la période 1960-2003



Sur la sous période (1980-2003), les résultats ont montré qu'il y a davantage de pays pratiquant soit un fort soit un faible activisme budgétaire, que sur la période 1960-2003. Les résultats concernant cette sous période ont permis la constitution de trois groupes homogènes. Ils se présentent comme suit :

- Les pays qui vérifient un activisme budgétaire important sont les Etats Unis, l'Australie, le Canada, le Danemark, la Finlande, les Pays Bas, la Norvège, la Suède, le Japon, la Grande Bretagne et l'Espagne. Ainsi, il en ressort une amélioration de l'activisme budgétaire de ces trois derniers pays comparativement à la période 1960-2003.
- Les pays qui ont un activisme budgétaire modéré sont d'une part la France et la Belgique dont le degré d'activisme n'a pas changé, et d'autre part la Suisse dont la politique budgétaire est devenue plus active comparativement à la période 1960-2003.
- Le troisième groupe classé au plus bas de l'échelle est formé par les pays dont l'activisme budgétaire est faible. Il est constitué par l'Irlande, la Nouvelle Zélande, le Portugal, l'Allemagne, l'Italie et l'Autriche. Ces trois derniers pays ont un activisme budgétaire modéré sur la période 1960-2003.

Représentation graphique des deux mesures de l'activisme budgétaire pour la période 1980-2003



2. L'asymétrie de la politique budgétaire

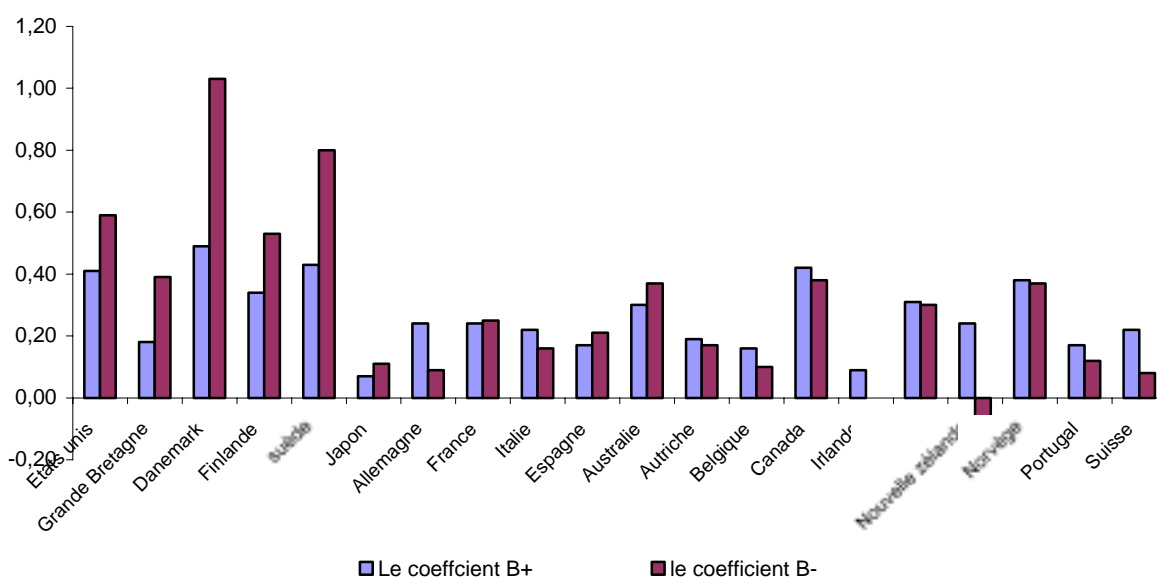
L'asymétrie de la politique budgétaire signifie une réaction plus forte de celle-ci en phase de basse conjoncture comparativement à la période de reprise. Pour évaluer cette asymétrie de la politique budgétaire, il a été question d'estimer les deux équations suivantes :

- 1) La variation des déficits publics (% PIB) = constante + B^+ * y_t (quand la croissance de l'année est supérieure à la croissance de l'année précédente);
- 2) La variation des déficits publics (% PIB) = constante + B^- * y_t (quand la croissance de l'année est inférieure à la croissance de l'année précédente).

Selon cette estimation l'asymétrie implique que le paramètre B^- soit significativement supérieur à B^+ . La comparaison des deux paramètres (voir annexe) a permis de tirer les conclusions suivantes:

- Sur la période 1960-2003, l'asymétrie de la politique budgétaire est observée pour cinq des vingt pays de l'échantillon qui sont les Etats-Unis, la Grande Bretagne, le Danemark, la Finlande, la Suède et l'Australie.
- Sur la sous période 1980-2003, l'asymétrie de la politique budgétaire est observée seulement pour trois pays sur vingt qui sont : les Etats-Unis, le Danemark et les Pays-Bas.
- Ces résultats montrent que l'asymétrie de la politique budgétaire est un phénomène assez rare. Ceci est normal en présence de règles de retour à l'équilibre budgétaire dans les périodes d'expansion.

**Asymétrie de la politique budgétaire sur la période
1960-2003**



3. Les effets de l'activisme budgétaire

Les effets de l'activisme budgétaire sur la croissance, la dette, la variabilité de la croissance, la variabilité de l'inflation, la variabilité du taux d'intérêt et du taux de change sont estimés par la corrélation entre ces variables et les quatre mesures d'activisme évaluées auparavant (voir tableaux).

Sur la période 1960-2003, on observe que le degré d'activisme est négativement corrélé à la croissance, à la dette publique, à la variabilité de la croissance, à la variabilité de l'inflation et à la variabilité du taux de change et du taux d'intérêt. Cependant, la différence des degrés d'activisme budgétaire a peu d'effets sur la performance économique car un degré élevé d'activisme budgétaire ne réduit que peu la variabilité de la croissance, de l'inflation, du chômage ou du taux d'intérêt.

**Tableau représentant les effets de l'activisme budgétaire
sur la performance économique 1960-2003**

1960-2003	Y	D	P	VAR Y	VAR P	VAR TC	VAR TI
A1	-0,36	-0,12	-0,16	-0,47	-0,41	-0,24	-0,16
A2	-0,43	-0,25	-0,18	-0,43	-0,39	-0,33	-0,19
A3	-0,09	-0,15	-0,12	-0,24	-0,31	0,06	-0,15
A4	-0,20	-0,49	-0,19	-0,16	-0,34	-0,15	-0,22

Avec : (Y) la croissance ; (D) la dette publique ; (VAR Y) la variabilité de la croissance ; (P) l'inflation ; (VAR P) la variabilité de l'inflation ; (VAR TC) la variabilité du taux de change et (VARTI) variabilité du taux d'intérêt.

A1 : est le coefficient de régression des variations des déficits publics en % PIB avec le taux de croissance du PIB;

A2 : est le coefficient de régression des variations des déficits publics primaire en % PIB avec le taux de croissance du PIB;

A3 : est le coefficient de régression du déficit public en % PIB avec l'output gap;

A4 : est le coefficient de régression du déficit public primaire en % PIB avec l'output gap.

Sur la sous période 1980-2003, le degré d'activisme est négativement corrélé à la dette publique et à la variation de l'inflation et du taux d'intérêt. Il n'est plus corrélé aux fluctuations de la croissance.

Tableau représentant les effets de l'activisme budgétaire sur la performance économique 1980-2003

1980-2003	Y	D	P	VAR Y	VAR P	VAR TC	VAR TI
A1	-0,16	-0,07	0,02	-0,08	-0,20	0,01	-0,07
A2	-0,21	-0,24	-0,06	-0,03	-0,23	0,01	-0,14
A3	0,04	-0,19	-0,10	0,18	-0,26	0,15	-0,19
A4	-0,08	-0,39	-0,18	0,02	-0,36	0,02	-0,29

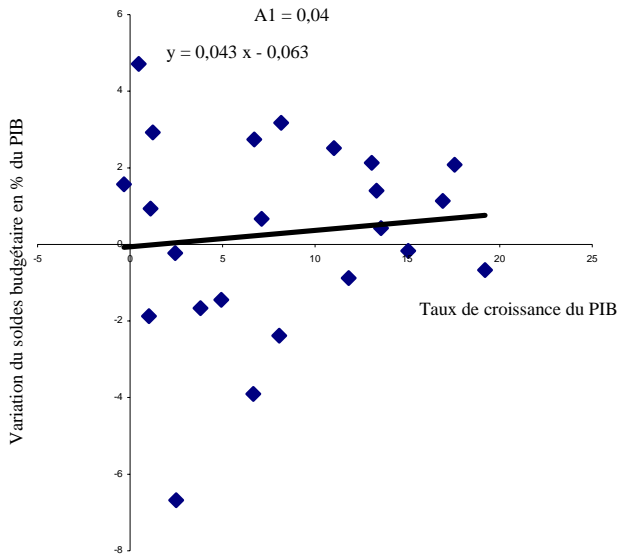
Ainsi, généralement l'effet du degré d'activisme budgétaire sur la performance économique se révèle être faible car un degré élevé d'activisme budgétaire réduit légèrement la variabilité de la croissance de l'inflation, du chômage ou du taux d'intérêt (les degrés de corrélation sont faibles au mieux $-0,2$ à $-0,4$).

4. Le cas du Maroc

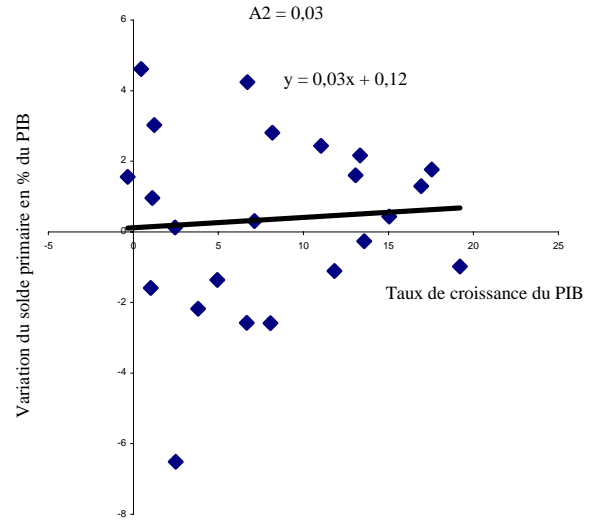
Selon les résultats des quatre mesures d'activisme calculées sur la période 1980-2003, le Maroc peut être classé dans la catégorie des pays qui ont un faible activisme budgétaire à côté du Portugal, de l'Irlande, de la Nouvelle-Zélande et de la Suisse. Cette situation, équivalente à la faiblesse de la composante conjoncturelle du déficit budgétaire, trouve son origine dans l'importance des exonérations, le poids relativement élevé du secteur informel dans le PIB ainsi que la faiblesse des marges de manœuvre en matière de réduction des dépenses.

Toutefois, examiné par période, l'activisme budgétaire a connu une avancée notable en rapport avec la réforme fiscale qui s'est traduite par une amélioration du rendement de la fiscalité suite à l'élargissement de la base imposable. En effet, une évaluation directe des effets des variations de l'activité économique a permis de montrer que la sensibilité du solde budgétaire à la conjoncture économique a été de l'ordre de $0,2$ au cours de la sous période 1990-2003 contre $0,1$ entre 1980 et 1990. Elle s'est même située à $0,4$ sur la sous période récente 1996-2003. Il en résulte qu'une hausse de la croissance de 1% se traduirait par une amélioration du solde budgétaire de $0,4\%$ du PIB. Quand le secteur agricole n'est pas pris en considération dans les calculs, cette sensibilité est réduite de moitié en raison de l'élimination des fluctuations conjoncturelles résultant des aléas climatiques.

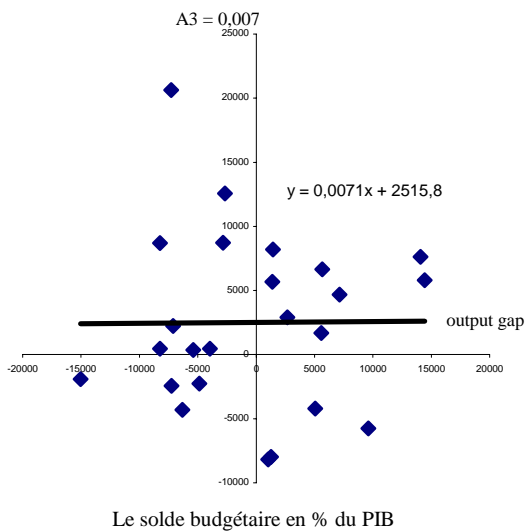
Nuage de points de la variation absolue du déficit budgétaire en % du PIB et du taux de croissance du PIB (1980-2003)
 $A1 = 0,04$



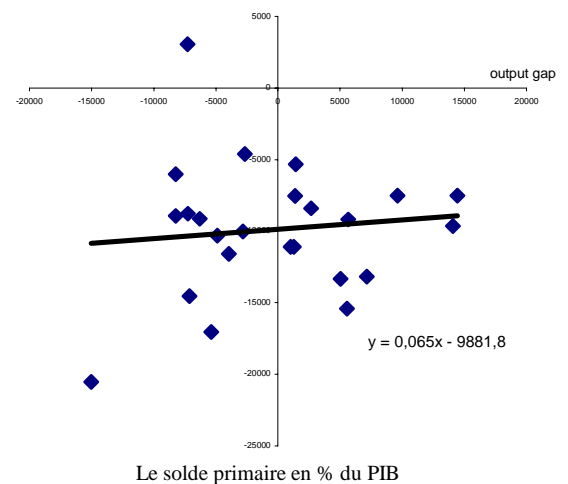
Nuage de points de la variation du solde primaire en % du PIB et taux de croissance du PIB (1980-2003)
 $A2 = 0,03$



Nuage de points du déficit budgétaire en % du PIB et de l'output gap (1980-2003)
 $A3 = 0,007$

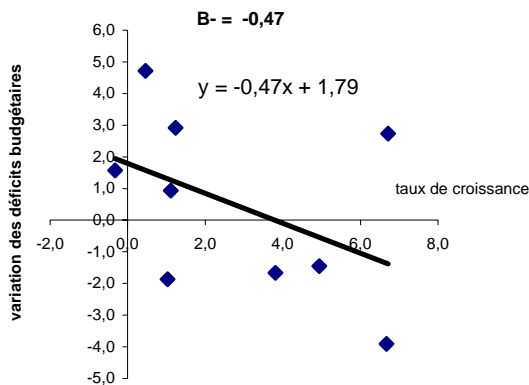


Nuage de points du solde primaire en % du PIB et de l'output gap (1980-2003)
 $A4 = 0,06$

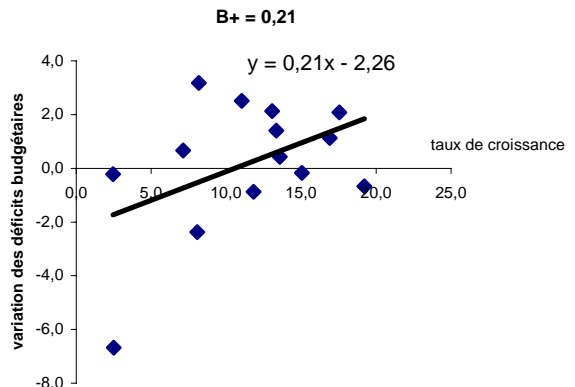


L'application du test de l'asymétrie de la politique budgétaire pour le cas du Maroc a montré que cette condition est vérifiée, c'est à dire que la réaction de la politique budgétaire dans la période de récession est plus forte qu'en période de reprise comme en témoignent les valeurs des paramètres estimés dans les deux situations. Cette asymétrie de la politique budgétaire se justifie par l'intervention de l'Etat en période de basse conjoncture notamment à travers la mise en place de programmes de lutte contre les effets de la sécheresse, alors qu'en période de conjoncture favorable, l'Etat laisse, généralement, jouer les stabilisateurs automatiques.

Nuage de points de la variation absolue du déficit budgétaire en % du PIB et du taux de croissance du PIB en périodes de recession



Nuage de points de la variation absolue du déficit budgétaire en % du PIB et du taux de croissance du PIB en périodes de reprise



Conclusion

L'étude effectuée sur le degré d'activisme budgétaire c'est-à-dire l'intensité de la réponse de la politique budgétaire au cycle économique, permet de tirer les conclusions suivantes :

- Le degré d'activisme budgétaire diffère beaucoup d'un pays à l'autre. Il est par exemple important aux Etats-Unis, modéré en France et faible au Portugal. En ce qui concerne le Maroc, l'évaluation des différents indicateurs d'activisme budgétaire le classe dans la catégorie des pays qui ont un faible activisme budgétaire sur la période 1980-2003. Examiné par période, l'activisme budgétaire a connu une amélioration notable. En effet, une évaluation directe des effets des variations de l'activité économique a permis de montrer que la sensibilité du solde budgétaire à la conjoncture économique a été de l'ordre de 0,4 sur la période récente 1996-2003 contre 0,1 sur la décennie 80.
- L'effet du degré d'activisme sur la performance économique se révèle être faible car un degré d'activisme budgétaire ne réduit que peu la variabilité de la croissance, de l'inflation, du chômage ou du taux d'intérêt.
- L'asymétrie de la politique budgétaire est un phénomène rare en relation avec l'existence de règles de retour à l'équilibre budgétaire en périodes d'expansion. En effet, celle-ci est vérifiée seulement pour trois pays parmi les vingt pays de l'échantillon. L'asymétrie de la politique budgétaire au Maroc se justifie par l'intervention de l'Etat en période de basse conjoncture notamment à travers la mise en place de programmes de lutte contre les effets de la sécheresse, alors qu'en période de conjoncture favorable, l'Etat laisse, généralement, jouer les stabilisateurs automatiques.

Par ailleurs, la mise en place d'une politique budgétaire plus active n'est pas évidente. Plusieurs contraintes entravent le degré d'activisme budgétaire dont il convient de citer entre autres :

- Les problèmes de soutenabilité budgétaire, associés à l'endettement, semblent être une contrainte fondamentale dans l'orientation de la politique budgétaire,
- En présence de rigidités des dépenses, un resserrement budgétaire pendant les phases de récession a peu de chances de se produire. Tel est le cas lorsque, par exemple, la masse salariale, plus difficile à comprimer que les dépenses d'équipement, représente une grande partie des dépenses publiques.

Annexe

1-Tableau représentant l'asymétrie de la politique budgétaire sur la période 1960-2003 :

	B+	B-
Etats unis	0,41	0,59
Grande Bretagne	0,18	0,39
Danemark	0,49	1,03
Finlande	0,34	0,53
suède	0,43	0,80
Japon	0,07	0,11
Allemagne	0,24	0,09
France	0,24	0,25
Italie	0,22	0,16
Espagne	0,17	0,21
Australie	0,30	0,37
Autriche	0,19	0,17
Belgique	0,16	0,10
Canada	0,42	0,38
Irlande	0,09	0,00
Hollande	0,31	0,30
Nouvelle Zélande	0,24	-0,12
Norvège	0,38	0,37
Portugal	0,17	0,12
Suisse	0,22	0,08

2-Tableau représentant l'asymétrie de la politique budgétaire sur la période 1980-2003 :

	B+	B-
Etats unis	0,38	0,54
Japon	0,38	0,39
Allemagne	0,05	0,02
France	0,36	0,38
Italie	0,28	0,20
Grande Bretagne	0,52	0,41
Espagne	0,62	0,46
Australie	0,39	0,45
Autriche	0,06	0,10
Belgique	0,36	0,17
Canada	0,55	0,53
Danemark	0,54	1,14
Finlande	0,71	0,74
Irlande	0,07	0,04
Hollande	0,32	0,43
Nouvelle Zélande	0,24	-0,21
Norvège	0,78	0,51
Portugal	0,28	0,04
suède	1,06	1,19
Suisse	0,25	0,08